

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE GENERALE DE BANQUE AUX ANTILLES

Société Anonyme au capital de 17 263 687 €
Siège social : 30, rue Frébault - 97110 Pointe-à-Pitre
315 769 257 RCS Pointe-à-Pitre

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 29 mai 2019

Comptes annuels au 31 décembre 2018**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	2017	2018
Caisse, Banques centrales	4 699	10 227
Effet Publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (Note 2)	7 054	6 441
Opérations avec la clientèle (Note 3 et Note 4)	358 998	364 274
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable	2 299	2 299
Participations et autres titres détenus à long terme	179	244
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat (Note 5)	38 882	45 173
Location simple		
Immobilisations incorporelles (Note 6)	1 955	2 369
Immobilisations corporelles (Note 6)	3 849	3 361
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (Note 7)	2 747	1 378
Comptes de régularisation (Note 7)	1 084	1 494
Total de l'actif	421 746	437 262

Passif	2017	2018
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit (Note 8)	139 472	154 776
Opérations avec la clientèle (Note 9)	251 111	249 838
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres Passifs (Note 10)	1 874	2 115
Comptes de régularisation (Note 10)	5 000	5 434
Provisions (Note 11 et Note 12)	4 675	5 140
Dettes subordonnées (Note 13)	6 106	6 098
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG (Note 14)	13 508	13 863
Dont Capital souscrit	10 112	10 112
Dont Réserves	19 769	19 769
Dont Report à nouveau	-15 546	-16 373
Dont Résultat de l'exercice	-827	354
Total du passif	421 746	437 262

Hors bilan	2017	2018
Engagements donnés		
Engagements de financement donnés	10 890	15 993
En faveur d'établissement de crédit	0	
En faveur de la clientèle	10 890	15 993
Engagements de garantie donnés	51 084	44 911
D'ordre de la clientèle	51 084	44 911
D'ordre d'établissement de crédit	0	0

Engagements reçus		
Engagements de financement reçus	0	0
D'établissement de crédit	0	0
De la clientèle	0	0
Engagements de garantie reçus	168 301	170 708
D'établissement de crédit	168 301	170 708

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Intérêts et produits assimilés (Note 15)	13 272	13 398
Intérêts et charges assimilés (Note 16)	-4 970	-4 292
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés (Note 17)	22 187	21 322
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés (Note 17)	-19 962	-20 093
Produits sur opérations de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable (Note 18)	1	10
Commissions (produits) (Note 19)	6 054	6 225
Commissions (charges) (Note 19)	-413	-776
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (Note 20)	-49	124
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	514	609
Autres charges d'exploitation bancaire	-533	-372
Produit net bancaire	16 101	16 155
Charges générales d'exploitation (Note 21)	-18 069	-19 002
Charges de personnel	-10 979	-11 293
Autres charges administratives	-7 090	-7 709
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-841	-1 132
Résultat brut d'exploitation	-2 810	-3 979
Coût du risque (Note 22)	495	4 421
Résultat d'exploitation	-2 315	442
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 23)	-44	182
Résultat courant avant impôts	-2 360	625
Résultat exceptionnel (Note 24)	219	0
Impôts sur les bénéfices (Note 25)	1 313	-271
Dotations / Reprises de FBRG et provisions réglementées		
Résultat net	-827	354

III. – Notes annexes

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Les états financiers de la SGBA sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan, il est précisé qu'aucune transaction significative entre parties liées n'a été conclue à des conditions hors marché et qu'il n'a été identifié aucune opération présentant des risques et avantages significatifs non inscrits au bilan nécessitant une information particulière.

Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice 2018.

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable de non – recouvrement total ou partiel qui provient :

- Soit d'une possibilité de défaillance de la contrepartie liée à sa situation financière individuelle.
- Soit d'un litige déclaré au sujet de la créance elle-même.

Sont réputées créances douteuses au titre d'un risque de défaillance de la contrepartie, les créances correspondant à l'une des situations suivantes :

a) Existence d'échéances impayées depuis :

- Plus de trois mois pour tous les types de crédit ou les crédits baux mobiliers.
- Plus de six mois pour les crédits immobiliers aux acquéreurs de logement et les crédits baux immobiliers.
- Plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales.

b) Situation de la contrepartie présentant des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'entité a connaissance de la situation financière dégradée de la contrepartie (existence de procédures d'alerte par exemple).

c) Contrepartie faisant l'objet d'une procédure contentieuse (procédure de surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, assignation devant un tribunal international).

Les créances douteuses comprennent aussi bien le capital (échu impayé et restant dû) que les intérêts (échus impayés et courus).

Créances douteuses compromises

Sont des créances douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles, après une durée raisonnable de classement en douteux, la disparition du risque de crédit avéré (requalification en créance saine) n'est plus prévisible compte tenu des conditions de solvabilité de la contrepartie. En tout état de cause, le classement de créances en douteuses compromises intervient au plus tard un an après la classification en douteuses (1).
- Les créances à durée déterminée pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée.
- Les créances à durée indéterminée pour lesquelles la rupture des relations commerciales a été notifiée à la contrepartie selon les modalités prévues par le contrat.

(1) Par exception, cette date limite peut être repoussée s'il existe encore un espoir raisonnable de disparition du risque de crédit, cet espoir devra être apprécié dossier par dossier et documenté pour justification auprès des auditeurs internes et externes, ces derniers pouvant apprécier rétrospectivement la pertinence de la dérogation au vu du dénouement des créances concernées (retour en créances saines ou passage en pertes), et en interdisant le cas échéant l'usage ultérieur.

Dépréciation pour créances douteuses

Les créances impayées font l'objet d'un suivi au cas par cas. Lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement, le dossier classé en créances douteuses fait l'objet d'une dépréciation dont le montant est fonction des possibilités de recouvrement.

Les créances douteuses font l'objet d'un suivi permanent, dossier par dossier. Les dépréciations sur créances douteuses sont revues dès qu'un élément du dossier évolue (remboursement de tout ou partie de la créance, changement de situation du client...). Dès lors qu'il n'existe aucune perspective de recouvrement, la créance est considérée comme irrécouvrable et est inscrite au débit du compte de résultat. La dépréciation correspondante est alors reprise au crédit du compte de résultat.

Actualisation des flux de recouvrement

L'application de cette disposition du règlement ANC n° 2014-07 s'est traduite en 2018 par une reprise de 0,72 M€ intégralement enregistrée en coût net du risque.

Créances restructurées

Le montant au 31 décembre 2018, des créances restructurées à des conditions inférieures aux conditions d'origine n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée à la clôture.

Portefeuille titres**Actions et autres titres à revenus variable**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Au 31 décembre 2018, la SGBA détient des actions BPI Financement enregistrées au bilan, dans l'agrégat actions et autres titres à revenus variables, à leur valeur d'acquisition, soit 2,3 M€. Ces actions, catégorisées en titres de placement, enregistrent une valeur de marché de 3 M€, soit une plus-value latente de 0,6 M€ au 31 décembre 2018.

Participations et autres titres détenus à long terme

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Au 31 décembre 2018, la SGBA détient des :

- Des titres de participations VISA INC pour 0,03 M€
- Des certificats d'associations pour 0,12 M€

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle :**Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports (Bons de Caisse essentiellement).

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes subordonnées

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Immobilisations

La SGBA applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Pour les immeubles d'exploitation, la SGBA a appliqué cette approche en retenant les composants et durées d'amortissements suivants :

Infrastructures	Gros œuvre	40 ans
	Façades et toitures	30 ans
Installations techniques	Ascenseur	25 ans
	Electricité	25 ans
	Groupe électrogène	30 ans
	Climatisation	20 ans
	Autres installations techniques	10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes, et appliquées selon le mode linéaire :

Constructions	20 à 50 ans
Aménagements / Installation	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Matériel	3 à 5 ans
Véhicules	4 ans
Machines de bureau	5 ans

Provisions

Les provisions pour risques divers et litiges représentent des passifs dont le montant ou l'échéance ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, ou que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

La SGBA comptabilise une provision de 12,5 % sur les encours des clients commerciaux (clicom) cotés sensibles. Celle-ci a occasionné une dotation nette de provision de 658 K€ au 31 décembre 2018.

Epargne-logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets mis en application de cette loi.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des comptes (CEL) et plans d'épargne logement (PEL), la SGBA procède depuis l'exercice 2007 à l'évaluation des conséquences défavorables :

- des engagements relatifs à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs de CEL et de PEL (engagement de prêter à un taux fixe déterminé à l'ouverture du contrat)
- des engagements pris en matière de rémunération de l'épargne logement, pendant la phase de collecte (taux de rémunération fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée)

Au titre de l'exercice 2018, la provision épargne logement s'élève ainsi à 49 K€.

Engagements sociaux, avantages postérieurs à l'emploi

Le montant global des provisions pour engagements sociaux s'élève à 1,9 M€ au 31 décembre 2018. Cf. note Frais de personnel et avantages au personnel.

Produits et charges

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La SGBA enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Frais de personnel et avantages au personnel

1. – Frais de personnel

La rubrique Frais de Personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraite des différents régimes et les charges liées à l'application du règlement ANC 2013-R-02 relatif à l'évaluation des régimes de retraite et avantages similaires.

2. – Avantages au personnel

La société peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite
- des avantages à long terme, tels que les médailles du travail ou le compte épargne temps
- des indemnités de fin de carrière

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation de la société se limite au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels la société s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (Départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité constituent des écarts actuariels. Ils sont amortis en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiaires du régime concerné.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus),
- le coût financier correspondant à l'effet de dés actualisation,
- l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels et des coûts des services passés qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Méthode d'évaluation des engagements

Le coût des engagements sociaux est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode consiste à constater individu par individu la valeur actuelle de la prestation future basée sur les services acquis en date de clôture.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité de ces engagements.

Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

La Société Générale de Banque aux Antilles, sous préconisation du Groupe Société Générale, a eu recours au Cabinet Aon Hewitt.

Comptabilisation au bilan

La provision comptabilisée au bilan est égale à l'engagement net des régimes, c'est-à-dire la différence entre la valeur actualisée des obligations acquises calculée avec la méthode ci-dessus et la juste valeur des actifs du régime.

Comptabilisation de la charge annuelle

La charge comptabilisée au compte de résultat pour les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi comprend :

- le coût théorique des services rendus au cours de l'exercice
- (+) le coût financier (intérêts sur la valeur des engagements)
- (-) le rendement attendu des actifs
- (+) le coût des services passés

Le montant global de la provision liée aux engagements sociaux (Indemnités de fin de carrière, médailles du travail) au 31 décembre 2018 s'élève à 1,78 M€.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 1,40 %
- Taux d'inflation de 1,73 %
- Taux d'augmentation des salaires (net de l'inflation) de 1,50 %.

Coût du risque

Le contenu de la rubrique Coût du Risque se limite aux dotations nettes des reprises de dépréciations et de provisions sur risques de contrepartie et pour litiges.

Les dotations nettes aux dépréciations et aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique gains et pertes sur actifs immobilisés regroupe les plus ou moins-values de cession.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au niveau du Produit Net Bancaire.

Comptabilisation impôts sur les bénéfices

La Société Générale, dans un but d'optimisation de la gestion de la charge fiscale du groupe, formée par elle-même et par certaines filiales contrôlées à plus de 95 %, a opté depuis 1989 pour le régime d'intégration fiscale défini aux articles 223A et suivants du CGI et a inclus la Société Générale de Banque aux Antilles dans son périmètre d'intégration.

La Société Générale de Banque aux Antilles bénéficie à ce titre d'une subvention d'IS reçue de la maison mère, en cas de résultat déficitaire.

Opérations sur les instruments financiers à terme

En application du règlement ANC n° 2014-07 relatif à la comptabilisation des swaps de taux d'intérêt, de devises et d'opérations assimilées, ces instruments font l'objet d'une classification en fonction de l'intention de gestion exprimée par la SGBA.

La SGBA utilise depuis 2008 des swaps de taux d'intérêt en couverture du risque de taux d'intérêt relatif à des prêts octroyés à la clientèle.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats, soit 22,7 M€ au 31 décembre 2018 : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Evènements significatifs de la période

La SGBA a procédé à une cession de créances douteuses fin 2018 :

- Valeur brute du portefeuille cédé : 21,6 M€
- Montant des provisions du portefeuille : 18,6 M€
- Valeur nette du portefeuille : 3 M€
- Valeur de cession : 5,7 M€

La banque a vendu un immeuble en septembre 2018. Cette vente a généré une plus-value de cession de 182 K€.

Courant 2018, la gestion des opérations monétiques (remises commerçants, retraits et paiement par carte) a migré de MONEXT vers un nouvel outil TRANSACTIS.

Informations sur le bilan**Note 2. – Créances sur les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Comptes ordinaires débiteurs	7 054	6 441
Créances rattachées	0	0
Total	7 054	6 441

Durée Résiduelle (En milliers d'euros.)	2017	2018
0 - 3 mois	7 054	6 441
Total	7 054	6 441

Note 3. – Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Créances saines	336 053	344 225
Créances commerciales	1 270	1 001
Crédits de trésorerie	19 488	15 221
Crédits équipement	175 049	182 231
Crédits habitat	115 433	112 949
Autres crédits à la clientèle	9	0
Comptes ordinaires débiteurs	20 370	29 330
Valeurs non imputées	3 314	2 400
Prêt clientèle financière	0	0
Créances rattachées	1 120	1 092
Créances douteuses	53 320	29 928
Dépréciations	-30 375	- 9 879
Total	358 998	364 274

Note 3.1. – Concours à la clientèle par marché

(Hors VNI, Prêt Clientèle financière, Créances rattachées, Créances douteuses et dépréciations)

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Clientèle de Particuliers	102 331	114 509
Clientèle Commerciale et Professionnelle	229 289	226 223
Total	331 620	340 733

Note 3.2. – Echéances de Créances

Durée Résiduelle (En milliers d'euros.)	2017	2018
0 - 3 mois	36 114	45 680
3 - 12 mois	34 422	35 138
1 à 5 ans	152 469	155 858
+ 5 ans	135 993	127 597
Total	358 998	364 274

Note 4. – Créances douteuses et Dépréciations

(En milliers d'euros.)	31/12/2018					
	Encours Sains	Encours Douteux	Dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	Dont Dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	344 226	29 928	12 039	- 9 879	-1 470	20 049
Total	344 226	29 928	12 039	-9 879	- 1 470	20 049

(En milliers d'euros.)	31/12/2017					
	Encours Sains	Encours Douteux	Dont Encours douteux compromis	Dépréciations Encours Douteux	Dont dépréciations Encours Douteux Compromis	Encours douteux nets
Encours sur la Clientèle	336 053	53 320	31 289	30 375	18 521	22 945
Total	336 053	53 320	31 289	30 375	18 521	22 945

Dépréciations sur Créances clients (En milliers d'euros.)	Montant au 31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/2018
Créances douteuses compromises et non compromises	29 277	9 788	-30 212	8 853
Actualisation de l'estimé récupérable	1 098	1 151	- 1 223	1 026
Total	30 375	10 939	-31 435	9 879

Note 5. – Crédit –Bail

Note 5.1. – Ventilation des opérations Crédit-Bail

Valeur brute (En milliers d'euros.)	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Crédit-bail et opérations assimilées	80 582	26 522	-26 395	80 710
Créances rattachées	77		-77	0
Créances douteuses	1 777			426
Sous-total	82 436	26 522	-27 822	81 136

Amortissements / Dépréciations (En milliers d'euros.)	Fin exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Amortissements	-41 777	-17 463	26 398	-35 536
Dépréciations	-1 777	-284	1 635	-426
Sous-total	-43 554	-17 747	28 033	-35 962
Valeur nette comptable	38 882			45 173

Note 5.2. – Encours par secteur économique (en K€)

	2017	2018
Distribution	3 714	2 808
Automobile	2 153	2 907
Services	5 755	5 013
BTP	2 701	2 576
Immobilier	1 544	991
Commerce	2 036	2 703
Agro - Alimentaire	852	1 318
Tourisme /Hôtellerie dont loueurs de voiture	16 292	23 303
Divers	3 835	3 555
Total	38 882	45 173

Au 31 décembre 2018, la réserve latente sur opérations de crédit-bail et assimilées s'élève à 1 184 969,60 € pour un encours financier de 45 476 140,82 €.

Note 6. – Immobilisations et Amortissements

(En milliers d'euros.)	Montant brut début 2018	Acquisition	Cessions	Montant brut fin 2018
Immobilisations incorporelles	6 195	934	0	7 129
Fonds commercial	592	-	-	592
Immobilisation incorporelle informatique	5 603	934	0	6 537
Immobilisations corporelles	12 475	828	1 459	11 844
Exploitation				
Terrains bâtis	96	-	10	86
Constructions exploitation	1 923	-	108	1 815
Matériels informatiques	1 184	36	40	1 179
Matériels de transport	87	-	-	87
Matériel de bureau & mobiliers	1 426	18	49	1 394
Agencements & installations divers	3 281	372	114	3 540
Agencements & installations constructions	2 793	73	321	2 544
Matériels divers	50	23	0	72
Hors exploitation				
Mobiliers hors exploitation	36	0	-	37
Agencement divers hors exploitation	94	12	-	106
Constructions hors exploitation	550	-	-	550
Immobilisations en cours	955	295	816	433
Total	18 670	1 762	1 459	18 973

(En milliers d'euros.)	Amortissement début 2018	Dotations	Reprises	Amortissement fin 2018
Immobilisations incorporelles	4 241	519	0	4 760
Fonds commercial	0	0	0	0
Immobilisation incorporelle informatique	4 241	519	0	4 760
Immobilisations corporelles	8 626	425	569	8 483
Exploitation				
Terrains bâtis	0	0	0	0
Constructions exploitation	1 354	28	100	1 281
Matériels informatiques	970	63	29	1 004
Matériel de transport	76	5	0	82
Matériel de bureau & mobiliers et Matériels divers	1 230	45	50	1 225
Agencements & installations divers	2 366	235	71	2 530
Agencements & installations constructions	2 341	20	319	2 042
Hors exploitation				
Mobiliers hors exploitation	28	2	0	30
Agencement divers hors exploitation	55	8	0	63
Constructions hors exploitation	206	19	0	225
Total	12 868	945	569	13 242

Note 7. – Comptes de régularisation et Autres actifs

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Autres actifs	2 747	1 378
Dépôts de garantie versés		
Débiteurs divers	2 713	1 349
Autres stocks et assimilés	34	29
Comptes de régularisation	1 084	1 494
Valeurs reçues à l'encaissement	122	199
Ajustements devises	23	84
Valeurs à rejeter	1	19
Charges constatées d'avance	31	45

Produits à recevoir	852	934
Autres comptes de régularisation	55	213
Total	3 831	2 872

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit (En milliers d'euros.)	Durée Résiduelle au 31/12/2018					Total	31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Dettes rattachées		
Comptes et emprunts							
A vue	25 196					25 196	2 657
A terme (*)	1 212	21 972	72 649	33 560	187	129 580	136 815
Total	26 408	21 972	72 649	33 560	187	154 776	139 472

(*) La SGBA bénéficie d'emprunts de refinancement souscrits auprès de la Société Générale pour un encours de 121 M€ au 31/12/2018.

Note 9. – Dettes envers la clientèle

Comptes créditeurs de la clientèle (En milliers d'euros.)	Durée Résiduelle au 31/12/2018					Total	31/12/2017
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Dettes rattachées		
Comptes ordinaires créditeurs	167 995				3	167 998	174 625
Comptes d'épargne à régime spécial	39 790	782	2 225	179	424	43 400	44 435
A vue	33 525					33 525	27 169
A terme	6 265	782	2 225	179	424	9 875	17 266
Autres dettes envers la clientèle	8 129	26 286	2 705	1 138	182	38 440	32 051
A vue	3 585					3 585	4 864
A terme (Compte à Terme)	4 544	26 286	2 705	1 138	182	34 855	27 187
Total	215 914	27 068	4 930	1 317	609	248 838	251 111

Note 10. – Autres Passifs et Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Autres passifs	1 874	2 115
Sièges et succursales	111	881
Dépôts de garantie reçus	0	0
Autres créditeurs divers	1 763	1 234
Comptes de régularisation	5 000	5 434
Produits constatés d'avance	852	785
Charges à payer	3 986	4 034
Autres comptes de régularisation	139	531
Comptes d'ajustement	23	84
Total	6 874	7 549

Note 11. – Provisions

Provisions (En milliers d'euros.)	Montant au 31/12/2017	Augmentations dotations de l'exercice	Reprises utilisées au cours de l'exercice	Reprises non utilisées au cours de l'exercice	Montant au 31/12/2018
Provisions sur risques clients	2 261	1 880	-1 235	0	2 906
Dont Engagements par signature	13	0	-13	0	0
Dont Litiges clients	1 026	0	0	0	1 026

Dont dossiers sensibles (provision 12,5 %)	1 222	1 880	-1 222	0	1 880
Engagements sociaux	2037	101	-208	0	1 930
Dont Indemnités de Fin de contrats de travail	358	0	-208		150
Dont provision pour fermeture agence	0	0	0	0	0
Dont Indemnités de Fin de carrière	1 270	74	0	0	1 344
Dont Médailles	409	27	0	0	436
Dont Indemnités de Pré-retraites	0	0	0	0	0
Epargne Logement	65	0	-16	0	49
Autres provisions	311	142	-199	0	255
Total	4 675	2 123	-1 658	0	5 140

Note 12. – Epargne Logement

Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (En milliers d'euros.)	2017	2018
Encours des prêts	82	43
Total	82	43

Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement (En milliers d'euros.)	2017	2018
Plan d'épargne logement (PEL)	8 485	7 742
Ancienneté de moins de 4 ans	2 238	1 776
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	3 919	1 871
Ancienneté de plus de 10 ans	2 328	4 095
Comptes épargne logement (CEL)	1 191	1 176
Total	9 676	8 918

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne- logement (En milliers d'euros.)	2017	Dotations	Reprises	2018
Plan d'épargne logement (PEL)	55	0	-22	33
Ancienneté de moins de 4 ans	4	0	-4	0
Ancienneté comprise entre 4 ans et 10 ans	13	0	-7	6
Ancienneté de plus de 10 ans	37	0	-10	27
Provision sur prêt émis	1	0	-1	0
Comptes épargne logement (CEL)	10	6	0	16
Total	65	6	-31	49

Note 13. – Dettes subordonnées

Dettes subordonnées (En milliers d'euros.)	2017	2018
Dettes subordonnées à terme	0	0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	6 098	6 098
Dettes rattachées	8	0
Total	6 106	6 098

La SGBA bénéficie d'un contrat de prêt subordonné à taux variable (EURIBOR 12 mois) souscrit auprès de la Société Générale pour un montant de 6,1 M€.

Note 14. – Capitaux Propres

Note 14.1. – Variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice – 2017	17 264	15 842	968	-22 803	0	-4 951	6 320
Résultat de l'exercice (avant affectation)						-827	-827
Affectation du résultat de l'exercice précédent				-4 951		4 951	0
Réserves et Prime d'émission		2 959					2 959
Réduction de capital	-12 208			12 208			0
Augmentation de capital	5 056						5 056
Position à la clôture de l'exercice - 2017	10 112	18 801	968	-15 546	0	-827	13 508

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes	Réserves	RAN	Dividendes	Résultat	Total
Position au début de l'exercice – 2018	10 112	18 801	968	-15 546	0	-827	13 508
Résultat de l'exercice (avant affectation)						354	354
Affectation du résultat de l'exercice précédent				-827		827	0
Réserves et Prime d'émission							
Réduction de capital							
Augmentation de capital							
Position à la clôture de l'exercice - 2018	10 112	18 801	968	-16 373	0	354	13 863

Note 14.2. – Composition du capital

Capital souscrit	2017		2018	
	Nombre	Nominal (En euros.)	Nombre	Nominal (En euros.)
Actions ordinaires	12 331 205	1,40	24 662 410	0,41
Total	12 331 205	1,40	24 662 410	0,41

La Société Générale détient en propre 1 % et par le biais de GENEFINANCE 99 % du capital de la SGBA et, de ce fait, reprend par intégration globale dans ses comptes consolidés les comptes de la SGBA.

Note 14.3. – Projet d'affectation du Résultat

	2018 avant AG de clôture	Projet d'affectation	2018 après AG de clôture
Capital social	10 112		10 112
Primes et réserves	19 769		19 769
Report à Nouveau	-16 373	354	-16 019
Résultat de l'exercice	354	-354	0
Total fonds propres	13 863		13 863

Informations sur le compte de résultat

Note 15. – Intérêts et Produits assimilés

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Opérations avec établissement de crédit	28	47
Opérations avec la clientèle :	13 167	13 273
Créances commerciales	16	29
Crédit de trésorerie	717	744
Crédit d'équipement	5 805	6 216
Crédit à l'habitat	3 808	3 565
Autres crédits à la clientèle - intérêts de retard sur échéances prêts	4	4
Comptes ordinaires débiteurs	813	902

Autres	1 563	1 387
Engagement hors bilan	440	427
Obligations et autres titres à revenus fixes	0	0
Opérations de couverture	77	78
Total	13 272	13 398

Note 16. – Intérêts et Charges assimilés

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Opérations sur établissements de crédits	2 700	2 189
Opérations sur dettes subordonnées	0	0
Opérations clientèle	1 169	1 007
Comptes ordinaires créditeurs	11	10
Livrets ordinaires	103	100
Livrets Jeunes	2	2
Livret Développement Durable	59	60
CEL	6	6
PEL	216	196
PEP	72	71
Comptes à terme	291	124
Bons de caisse	0	0
Autres	377	388
Engagement hors bilan	33	50
Autres	1 101	1 095
Total	4 970	4 292

Note 17. – Produits et Charges sur opérations Crédit-Bail et assimilés

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Produits sur opérations de crédit-bail	22 187	21 322
Opérations de crédit-bail	18 638	17 073
Reprises de dépréciations sur immobilisations	-	-
Plus-values de cessions	2 727	3 433
Autres produits	822	816
Charges sur opérations de crédit-bail	-19 962	-20 093
Dotations aux amortissements	-17 463	-16 649
Dotations aux dépréciations	-	-
Moins-values de cession	-2 226	-3 427
Autres charges	-272	-17
Total	2 225	1 229

Note 18. – Revenus des titres à revenus variable

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Dividendes sur titres de placement	1	10
Dividendes et produits assimilés	0	0
Total	1	10

Note 19. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2017			2018		
	Charges	Produits	Nets	Charges	Produits	Nets
Opérations de trésorerie et interbancaires	-271	0	-271	-338	0	-338
Opérations avec la clientèle		3 877	3 877		3 942	3 942
Opérations sur titres		11	11		11	11
Opérations de change		0	0		0	0
Prestations sur services financiers	-142	2 165	2 023	-438	2 271	1 833
Total	-413	6 054	5 641	-776	6 225	5 448

Note 20. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Opérations de change	-49	124
Total	-49	124

Note 21. – Charges Générales d'exploitation

Note 21.1. – Charges de personnel – Hors charges PSE

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Salaires - Traitements	7 181	7 551
Dont Refacturation charges de personnel	32	53
Charges de retraite	629	662
Autres Charges sociales (*)	2 770	2 887
Impôts Taxes et versements	364	293
Intéressement des salariés	1	1
Dotation / Reprises sur engagements sociaux	34	-101
Autres dotations/reprises nettes de provision	0	0
Total	10 979	11 293

(*) : Le montant de CICE comptabilisé en déduction de ce poste est de 133 K€.

Note 21.2. – Autres charges administratives

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Informatique	2 349	2 879
Imprimés Papeterie	104	110
Frais postaux et Télécommunications	466	440
Honoraires (*)	711	970
Transports et déplacements	627	495
Impôts et Taxes	381	490
Autres Services extérieurs et autres frais administratifs	2 452	2 325
Dont Loyers et charges locatives	885	811
Dont Entretien et autres charges sur immeubles	347	320
Total	7 090	7 709

(*) Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 176 K€ répartis équitablement entre les 2 cabinets. Il n'y a pas eu d'honoraires complémentaires relatifs aux SACC.

Note 22. – Coût du Risque

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-7 580	-10 906
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	7 255	32 433

Pertes irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-26	-3 848
Pertes irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-689	-18 810
Récupérations sur créances amorties	19	6 141
Dotations/ reprises nettes de provisions	1 515	-588
Total	495	4 421

Note 23. – Gains ou Pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Immobilisations corporelles	-44	182
Moins-value sur cession d'immobilisations	-44	0
Plus-value sur cession d'immobilisations	0	182
Total	-44	182

Note 24. – Résultat exceptionnel

Nature (En milliers d'euros.)	31/12/2018			Total 31/12/2017
	Charges PSE	Reprises PSE	Total	
Frais de Personnel	-208	208	0	219
Reprise utilisée	-208	208	0	0
Reprises non utilisées	0	0	0	219
Provision litiges salarié	0	0	0	0
Fermeture agences	0	0	0	0
Reprise utilisée	0	0	0	0
Reprise non utilisée	0	0	0	0
Total	0	0	0	219

Note 25. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Sur résultat courant	1 313	-271
Total	1 313	-271

Dans le cadre de l'intégration fiscale, la Société Générale de Banque aux Antilles va verser à la Société Générale un impôt, correspondant à la charge d'impôt générée dans les comptes de la société mère.

Informations sur les instruments financiers à terme

Note 26. – Instruments financiers à terme

Note 26.1. – Juste valeur des instruments financiers à terme :

(En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêts (macro-couverture)	24 873	-4 928	22 719	-4 227
Total opération de gré à gré	24 873	-4 928	22 719	-4 227

Note 26.2. – Encours notionnels des instruments financiers à terme par durée résiduelle :

	Durée Résiduelle au 31/12/2018				31/12/2017
	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total	
Swaps de taux d'intérêts (macro-couverture)			22 719	22 719	24 873
Total opération de gré a gré			22 719	22 719	24 873

Informations diverses

Note 27. – Informations Diverses

Note 27.1. – Effectifs moyens rémunérés, ventilés par catégories professionnelles :

	2017	2018
Effectif moyen total	134*	139*
Dont Techniciens	71	78
Dont Cadres	49	48

*Dont un stagiaire école, alternants, pré-retraités.

Les effectifs rémunérés comprennent également :

	2017	2018
Préretraités	4	4
Contrats de qualification	5	9

Note 27.2. – Réseau commercial

Agences : 6

Note 27.3. – Nombre de comptes à la clientèle

	2017	2018
Comptes à vue	15 146	14 607
Comptes d'épargne à Régime Spécial	15 579	15 095

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice qui s'élève à + 354 139,36 € en report à nouveau :

- Report à nouveau au 31 décembre 2018 (avant affectation du résultat) : - 16 372 603,33 €
- Bénéfice de l'exercice 2018 : + 354 139,36 €
- Report à nouveau après affectation ramené à : - 16 018 463,97 €

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution, est adoptée à l'unanimité

V. – Rapport des commissaires aux comptes

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Générale de Banque aux Antilles relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 1, 3, 4, 11 et 22 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié

La Société Générale de Banque aux Antilles est exposée au risque de crédit, résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.

Lorsqu'il est avéré, ce risque se traduit dans les comptes par la constatation de dépréciation des actifs concernés et de provisions pour engagements de crédit hors bilan.

Dans un premier temps, des dépréciations spécifiques et provisions sont déterminées par la Société sur la base d'une estimation individuelle du risque de non-recouvrement et de perte de valeur recouvrée.

En complément, pour les portefeuilles de crédits considérés comme sensibles, mis sous surveillance et non dépréciés sur base individuelle, une provision collective est déterminée à partir de modèles statistiques faisant appel au jugement lors

des différentes étapes du calcul, notamment pour la constitution des portefeuilles homogènes et la détermination des paramètres de risques utilisés.

Au 31 décembre 2018, le montant brut des encours douteux s'élève à 29 928 K€, les dépréciations spécifiques, les provisions pour engagement de crédits hors bilan et la provision collective atteignent un total de 11 759 K€.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituent un point clé de notre audit car les dépréciations et provisions sont significatives au regard des comptes pris dans leur ensemble, et font appel au jugement de la Direction, à la fois pour identifier les encours concernés et pour déterminer le montant des dépréciations et provisions à comptabiliser.

Réponse du collège des Commissaires aux comptes face à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle des processus d'identification et d'évaluation du risque de crédit et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par la Direction.

Ces contrôles clés concernent principalement l'identification et le suivi des encours douteux et sensibles, le respect des méthodologies définies par la Société Générale de Banque aux Antilles dans l'évaluation des dépréciations et des provisions, la qualité et la traçabilité des données utilisées, le calcul et le déversement vers la comptabilité des données en provenance des systèmes amont de gestion et risque.

Pour la réalisation de nos tests sur les dépréciations et provisions en date de clôture, nous avons pris en considération les encours et/ou portefeuilles les plus significatifs en montant et pour lesquels l'exercice du jugement par la Société Générale de Banque aux Antilles est déterminant sur l'évaluation des dépréciations.

Ces tests ont notamment porté sur :

- L'identification des dossiers présentant un risque individuel significatif : nous avons examiné le processus de déclassement en créances douteuses ;
- L'évaluation des dépréciations constituées sur une base individuelle : nous avons apprécié, sur base d'un échantillon, les hypothèses retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations comptabilisées ;
- L'évaluation des dépréciations collectives : nous avons apprécié la correcte application des règles de provisionnement communiquées par le Groupe Société Générale.

Nous avons également examiné les informations qualitatives et quantitatives présentées dans l'annexe aux comptes relatives au risque de crédit.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part les observations suivantes : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux Comptes de la Société Générale de Banque aux Antilles par votre assemblée générale du 19 décembre 2013 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 29 mai 2015 pour le cabinet Ernst & Young Audit.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet Ernst & Young Audit dans sa quatrième année.

Antérieurement, le cabinet Ernst & Young et Autres était commissaire aux comptes depuis 1997.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 14 mai 2019

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit
Guillaume MABILLE

DELOITTE & ASSOCIES
Jean-Marc MICKELER

VI. – Rapport de gestion

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les Commissaires aux Comptes peuvent être consultés à l'adresse suivante :

Direction Contrôle et Logistique – SGBA – Immeuble Connexion – ZI Jarry – 97122 BAIE MAHAULT.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à notre siège social : 30 Rue Frébault – 97110 Pointe A Pitre.